



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 325 du 10 mars 2024

Au sommaire :

- « *Ni patron, ni patrie, ni patriarcat* », la révolution féministe force motrice de la révolution pour en finir avec la société de classe - *Isabelle Ufferte*
- Le capitalisme sous perfusion, au bord de l'overdose, emporté dans une fuite en avant austéritaire et guerrière aveugle - *Daniel Minvielle*
- « *Pas de moyens, pas de rentrée* », de la grève dans le 93 et la région parisienne à la préparation, tous ensemble, du 19 mars et après... - *Christine Héraud et Nadia Asnoun*

« *Ni patron, ni patrie, ni patriarcat* », la révolution féministe force motrice de la révolution pour en finir avec la société de classe

« Nos ennemis ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui ont vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engraisés de nos misères ». « Toute inégalité et tout antagonisme entre les sexes constituent une des bases du pouvoir des classes gouvernantes » écrivait en 1871 l'Union des femmes, organisation révolutionnaire partie prenante de la Commune de Paris et du combat contre les Versaillais. Parmi ses animatrices, Elisabeth Dmitrieff, membre de l'Association Internationale des travailleurs, l'ouvrière Nathalie Le Mel ou encore l'institutrice Louise Michel à qui Macron a eu l'outrecuidance de « rendre hommage » dans son discours du 8 mars, lui médiocre petit valet des banques et des multinationales qui « s'engraissent des misères » des travailleur-ses du monde entier.

Il pérorait ce jour-là place Vendôme pour « sceller » la « liberté garantie » de l'IVG dans la Constitution. Et n'a reculé devant rien pour tenter de s'appropriier -dans le vain espoir de l'enterrer au milieu des breloques de leur république- un combat qui fait trembler les puissants depuis Olympe de Gouges, Louise Michel, Flora Tristan, Rosa Luxembourg et toutes les générations de femmes qu'elles ont inspirées.

Au centre de cet aréopage de rustres et de faux-culs, Dupont Moretti, qui avait insulté en 2019 les victimes de l'ex-ministre George Tron (condamné pour viol) « y a aussi des "folasses" dans le mouvement #MeToo qui racontent des conneries et engagent l'honneur d'un mec qui ne peut pas se défendre car il est déjà crucifié sur les réseaux sociaux ».

Alors, si cette cérémonie « scellait » bien une défaite de tous les rétrogrades contraints de faire bonne figure, le Sénat ayant été obligé de plier devant la révolte des femmes et Larcher de s'abstenir au Congrès, les longues dissertations sur le « droit » ou la « liberté » prétendument « garantie » ont souligné leur tartufferie. Quelle « garantie » quand les budgets sociaux s'effondrent, que 130 centres IVG ont été fermés ces 15 dernières années dont 47 dans des établissements hospitaliers, que nombre de départements en sont dépourvus, que les médecins peuvent faire valoir une « clause de conscience » pour refuser de les pratiquer, même de manière médicamenteuse ? Quelle garantie quand de nouvelles fermetures sont annoncées telle à Paris celle de la Maternité des Lilas, qui depuis des décennies joue un rôle précurseur à contre-courant dans la prise en charge de la maternité et des avortements, ou de deux centres IVG de la Croix rouge... Quand les centres du planning familial sont en perpétuelle difficulté matérielle, financière, politique... Quand le gouvernement menace les associations féministes de suppression de subventions pour cause de dénonciation du génocide palestinien par l'Etat sioniste, dont les femmes, les enfants représentent l'essentiel des victimes... Quand les femmes, la santé, la petite enfance, subissent de plein fouet les coupes budgétaires, l'inflation, les licenciements, les bas salaires et la précarité, la violence sociale, institutionnelle et patronale !

La réponse à cette farce tentant d'étouffer la révolte des femmes sous les ors de la république et la Marseillaise (quels que soient le talent et l'esquive face à Macron de

Catherine Ringer) était dans les slogans, les chants, la colère joyeuse et contagieuse des cortèges compacts, enthousiastes et subversifs, souvent très jeunes qui ont sillonné les villes grandes et petites du pays. « *Patriarcat au feu, le capitalisme au milieu* », « *Ni patron, ni patrie, ni patriarcat* », « *Nous sommes les petites-filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler* » en référence à la détermination, la sororité, le courage de ces « sorcières » qui ont de tous temps permis d'enfoncer les lignes en bravant l'ordre établi, les pouvoirs.

Il n'y aurait jamais eu de loi légalisant l'IVG en 1975 (votée sous un gouvernement de droite, comme la loi légalisant la pilule en 1967) sans le manifeste des 343 femmes témoignant courageusement en 1971 avoir avorté illégalement, sans le procès de Bobigny en 1972 où Gisèle Halimi, jeune avocate inconnue, a transformé le procès d'une lycéenne de 16 ans, traînée en justice avec sa mère qui l'avait aidée à avorter après un viol, en véritable campagne politique pour la légalisation de l'avortement.

Le combat pour le droit des femmes à disposer de leur corps, contre les discriminations, le sexisme, le harcèlement, les violences, l'assignation au rôle de reproductrice, la division sexiste de genre s'affronte à tout l'ordre social en remettant en cause le patriarcat, et en conséquence la société de classe, d'exploitation, de discrimination dont

il est un pilier. Un combat social, économique, démocratique et politique où les femmes sont au premier rang.

La place qu'a prise cette année ici la grève féministe, dont un certain nombre de femmes et de jeunes se sont emparées même si elle reste très minoritaire, témoigne de l'évolution du mouvement. Une partie du mouvement féministe, rajeuni, prolétarisé, se pense aujourd'hui au sein d'un combat plus global contre les oppressions et l'exploitation de classe, un combat internationaliste contre la barbarie du capitalisme et ce qu'elle engendre, qu'il s'agisse de la solidarité largement affichée ce 8 mars avec les femmes de Palestine ou du refus de la marche à la guerre, du nationalisme, du « *réarmement démographique* ».

La lutte contre les oppressions et les préjugés qui les accompagnent est indissociable de la lutte contre l'exploitation et la propriété capitaliste qui les déterminent. Elle ouvre la voie à la perspective socialiste et communiste d'une société basée sur la solidarité, la sororité, l'adelphité dans le respect collectif de chaque individualité. Elle constitue une force motrice du mouvement d'ensemble pour l'abolition du vieil ordre social dépassé, capitaliste et patriarcal.

Isabelle Ufferte

Le capitalisme sous perfusion, au bord de l'overdose, emporté dans une fuite en avant austéritaire et guerrière aveugle

Une même logique dicte sa loi aux capitalistes et aux politiciens, une économie de prédation, la lutte pour maintenir les profits, éviter le krach en transférant toujours plus de richesses des producteurs aux parasites du capital, par la dette, la surexploitation, la marche à l'économie de guerre et à la guerre...

Le Maire avec son plan de 10 milliards d'euros de coupes budgétaires et Macron défendant la perspective d'envoi de « troupes au sol » en Ukraine s'inscrivent dans cette logique. Tout en se livrant à son irrésistible penchant à jouer les « grands hommes », ce dernier prend acte sur le fond des évolutions possibles d'une situation que personne ne peut contrôler. Il tente aussi, en reprenant sa rhétorique de « *l'économie de guerre* », de jouer sur les peurs, déporter sur la guerre en cours et son coupable désigné Poutine la responsabilité de sa propre politique de régression sociale tout en masquant son véritable but, garantir les intérêts des classes dominantes dans une économie en plein marasme.

C'est à cette tâche que se livre Le Maire avec des restrictions budgétaires qui visent en premier lieu les classes populaires : - 950 millions sur les dispositifs d'aide aux ménages, - 300 millions sur l'aide à l'accès au logement, - 70 millions sur la santé, - 691 millions sur l'enseignement scolaire, etc. Une autre coupe est envisagée en cours d'année et un coup de rabot de 20 milliards est annoncé

pour le budget 2025. A cela s'ajoutent d'autres menaces : nouveaux reculs des droits des chômeurs, mise de l'assurance chômage sous le contrôle direct de Bercy, suppression de l'indexation des retraites et des minima sociaux sur l'évolution du coût de la vie...

Les fausses justifications comptables d'une offensive de classe

Le Maire a ses « bonnes raisons » pour justifier ses mauvais coups. La prévision de 1,4 % de croissance sur laquelle était construit le budget 2024 (qui intégrait 16 milliards d'économies) s'avère surestimée et doit être réduite à 1 %. Du fait de la baisse d'activité économique en 2023, les recettes fiscales ont été inférieures aux prévisions : - 4,4 milliards sur l'IS (impôt sur les sociétés) ; - 1,4 milliards sur la TVA, conséquence de la baisse de la consommation ; - 1,4 milliards sur l'impôt sur le revenu, conséquence de la baisse... des revenus !

Le déficit budgétaire s'élève à 4,9 %, bien au-dessus des 3 % fixés par les règles de l'UE... Pour le compenser, l'Etat n'a pas d'autre choix que de s'endetter encore plus, 285 milliards en 2024, un record. Cela alors que le montant de la dette en cours dépasse 3000 milliards (112 % du PIB), que ses intérêts seront de 51,7 milliards pour l'année.

Il faut « *rétablir les finances publiques* » nous dit Le Maire, et pour cela avaler sans broncher les reculs sociaux qu'il

voudrait nous imposer. Il ment pour masquer le véritable but de sa politique, nous faire payer le coût du maintien en fonctionnement d'un système économique qui s'enfonce dans sa déroute. Une offensive d'autant plus révoltante qu'elle tombe au moment même où les entreprises du CAC40 affichent leurs milliards de profit.

La fuite en avant d'un capital sous perfusion

« Des milliards d'euros de profits et de dividendes, une année record pour les entreprises du CAC40 » titrait *Le Monde*. Le bénéfice net cumulé de 38 d'entre-elles pour 2023 s'élève à 153,6 milliards d'euros, 9,7 % de plus qu'en 2022. Profits dont 67,8 milliards ont été distribués en dividendes, et 30,1 milliards sous forme de rachat d'actions. Portés par ces résultats mirobolants, la valeur des actions atteint des sommets, gonflant les bulles spéculatives, préparant le krach.

Ces résultats sont pour une bonne part dus à la position de monopole qu'occupent les grandes multinationales et qui leur garantit des marges jusqu'à deux fois supérieures à celles considérées comme « normales », ce qui en fait les premières responsables de l'inflation. Leur position à la tête de tout un réseau de filiales et de sous-traitants leur permet d'accaparer la plus grosse part de la plus-value extorquée aux travailleurs de monde entier. Une part de leurs profits vient également de pratiques spéculatives. Engie se félicite, par exemple, que 35 % de ses profits de 2023 aient été générés par ses activités de trading sur les marchés de l'énergie. Autrement dit par l'achat et la vente de pétrole, de gaz, d'électricité en fonction de l'évolution des cours et sans autre considération que d'essayer de gagner de l'argent dans la transaction.

Par ailleurs, le « quoi qu'il en coûte », prétendument terminé, se poursuit, avec le plan France 2030 consacré au financement de la « réindustrialisation verte » de Macron, avec la politique d'armement qui s'emballe au grand profit des marchands de canons...

La fiscalité des entreprises est un autre vecteur de leur enrichissement. En moins de dix ans, leur taux d'imposition moyen est passé de presque 40 % à quasiment 25 % tandis que les crédits d'impôts qui leur sont accordés augmentent plus vite que l'impôt sur les sociétés, que des dizaines de milliards sont détournés vers les paradis fiscaux. Quant à la dette publique qui ruine la société, elle constitue une véritable pompe à fric qui transfère vers ses grands détenteurs les intérêts payés par l'argent public.

Marche à la guerre, exacerbation de la guerre de classe, explosion de la richesse d'une infime minorité sont les signes de la faillite dans laquelle s'enfonce le mode de production capitaliste sous le diktat des grandes multinationales qui dominent l'économie mondiale. Alors que des fortunes invraisemblables s'accumulent dans les sommets de la finance, le fonctionnement de la machine à profit ne peut être maintenu, les krachs évités, que si les Etats et les grandes institutions financières entretiennent la circulation du capital, en accentuant l'exploitation, en épuisant les ressources naturelles, en ruinant les équilibres écologiques, en plongeant le monde dans la guerre.

Non à la marche à la guerre et à l'austérité

Il n'y a pas de fatalité dans cette fuite en avant vers la catastrophe. Les reculs sociaux, les inégalités qui se creusent rendent l'affrontement inévitable et nécessaire. La révolte sociale est le meilleur antidote pour se dégager de la pression idéologique entretenue par le camelot de « l'économie de guerre » Macron et les médias aux ordres et passer outre la paralysie de la gauche institutionnelle et des organisations syndicales engluées dans la politique d'union nationale. La réponse est dans les mobilisations du monde du travail et de la jeunesse, pour refuser la militarisation de l'économie et des esprits, refuser l'austérité, imposer notre droit à vivre décemment, nous préparer à changer le monde.

Daniel Minvielle

« Pas de moyens, pas de rentrée », de la grève dans le 93 et la région parisienne à la préparation, tous ensemble, du 19 mars et après...

« Pas de moyens, pas de rentrée ! »... Tel était le mot d'ordre pour les personnels de l'Education de région parisienne le 26 février à la fin des vacances scolaires. Dans le 93 (Seine Saint-Denis), à l'appel de l'intersyndicale CGT, CNT, FSU et Sud, soutenue par les parents de la FCPE, 40 % des personnels du second degré et certaines écoles ont refusé de faire la rentrée. Depuis, ils poursuivent leur grève, rejoints par des établissements et écoles d'autres départements d'Ile de France et de Paris.

Alors qu'Attal 1^{er} ministre réaffirmait en janvier que l'école était « la mère des batailles », « une priorité absolue pour le gouvernement », son gouvernement annonçait en février 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur le budget 2024, impactant principalement l'Education.

692 millions d'euros lui seront retirés, une enveloppe qui représenterait selon les syndicats plus de 10 000 emplois d'enseignant-es, AED, AESH qui ne seront pas débloqués à la rentrée 2024, et 906 millions à l'enseignement supérieur et la recherche.

L'austérité budgétaire, la réforme du « choc des savoirs », les annonces de suppressions de postes ont provoqué la colère des personnels et le succès des grèves du 1^{er} et du 6 février qui ont exprimé le ras-le-bol général contre la dégradation des conditions de travail et des salaires. Ils ont obligé Macron-Attal à débarquer la ministre Oudéa-Castéra de l'Education moins d'un mois après sa nomination, qui révélait par trop l'égoïsme de la caste des privilégiés, son mépris pour le service public et les classes populaires.

Nicole Belloubet, qui poursuit fidèlement la politique d'Attal, doit d'ores et déjà compter avec une mobilisation des personnels de l'Éducation qui se construit.

Les réformes de l'école, un système cohérent au service des besoins des classes possédantes et du patronat

Le « *choc des savoirs* » annoncé par Attal lors de son passage éclair au ministère de l'Éducation est un nouveau choc d'attaques contre l'Éducation, qui renforce l'objectif de l'État d'une école bon marché ouverte aux intérêts privés, au service des besoins du marché de l'emploi et du patronat. Un objectif qui a toujours été celui de l'école de la République bourgeoise, mais qui, s'il a dans le passé permis à un plus grand nombre d'élèves d'accéder à la culture au moment où le patronat avait besoin de main-d'œuvre qualifiée et instruite, renvoie aujourd'hui les jeunes des classes populaires à une orientation professionnelle toujours plus précoce et les jette souvent sans qualification sur le marché du travail ou vers l'apprentissage.

Le choc des savoirs s'inscrit dans la continuité des réformes engagées depuis 2017 par Macron et Blanquer : réforme du bac, ParcoursSup, réforme du lycée professionnel... qui instaurent cette sélection renforcée pour les jeunes des classes populaires, écartés des études supérieures, voués à fournir la main d'œuvre peu qualifiée, flexible et précaire, à bas coût qu'impose le patronat.

Si la création de groupes de niveau au collège, l'une des principales mesures du choc des savoirs suscite autant la colère des enseignant-es des collèges, c'est que loin d'aider les élèves les plus « faibles » issus principalement des quartiers pauvres, ils ne feront que les ghettoïser. La séparation des « bons » élèves de ceux en difficulté a démontré depuis longtemps son inefficacité, voire sa contre-productivité, confirmées par les études des pédagogues et des chercheurs. Les groupes de niveau à moyens constants vont considérablement dégrader l'organisation et les conditions de travail des enseignant-es et renforcer une sélection sociale qui les révolte et à laquelle ils/elles refusent d'être associé-es, comme l'affirmait leur slogan dans les manifestations « *On trie les déchets, pas les élèves* ».

Le renforcement de la mobilisation a contraint la nouvelle ministre Nicole Belloubet, lors de sa rencontre jeudi avec les directions syndicales de l'Éducation, à concéder une marge de « *souplesse* » dans la mise en place des groupes de niveaux qui ne remet pas en question le fond. « *Aux équipes pédagogiques de terrain de trouver l'organisation la plus fine* », a-t-elle dit, précisant que « *la confiance n'exclut pas les responsabilités... Il y aura un travail avec les corps d'inspection pour voir si ce qui a été imaginé par les équipes répond bien à la commande de la constitution de groupes* ».

L'école managée sur le modèle du privé et ses critères de rentabilité

L'exaspération des personnels révèle le niveau de délabrement auquel la politique de Macron qui avait promis de faire de l'éducation « *le combat de notre siècle* » a conduit le service public d'Éducation. A la suite de ses prédécesseurs qui ont vidé les caisses de l'État pour subventionner les grandes entreprises et payer les milliards annuels de rente de la dette aux banques et à leurs actionnaires, livré l'école aux appétits privés, il a accéléré son démantèlement.

Blanquer a généralisé le « *nouveau management public* » qui soumet depuis vingt ans la gestion du système éducatif aux méthodes du privé, aux critères de rentabilité et de performance individuelle : autonomie et mise en concurrence des établissements, casse du statut des enseignant-es avec les « *pactes* » qui contractualisent le « *travailler plus pour gagner plus* », multiplication des contrats précaires, évaluations des personnels, des établissements, des élèves autour d'objectifs chiffrés...

Le nouveau management s'accompagne d'un autoritarisme et d'une déqualification massive du métier d'enseignant-e. L'injonction d'un enseignement « *efficace* » impose une uniformisation des programmes et des pratiques qui leur fait perdre la maîtrise de leur métier et de leurs outils de travail (méthodes d'apprentissage imposées, manuels labellisés prescrits, gestes professionnels contraints), les transforme en simples exécutants, ce qu'ils ressentent comme une dépossession qui nourrit l'explosion d'une souffrance au travail qui se traduit par des démissions, des dépressions et a conduit à des suicides.

Sous prétexte de relever un niveau que l'école a de plus en plus de mal à assurer tant les conditions de travail et d'étude sont dégradées, l'enseignement est réduit aux « *fondamentaux* », la culture réservée aux enfants des classes privilégiées par la transmission familiale et sociale. L'élitisme pour les classes dominantes, s'il est cultivé dans quelques établissements « *haut de gamme* » du public l'est principalement dans les établissements privés huppés comme Stanislas. L'école privée, à 80 % financée par l'État et qui scolarise environ 20 % des élèves, offre aux classes moyennes et aux plus fortunés un entre-soi que les mobilisations d'enseignant-es dénoncent à juste titre comme un « *séparatisme* » des riches, insupportable au regard de l'abandon du public.

Ce cadeau permanent de l'État à l'Église dont l'idéologie participe au maintien de l'ordre social ne fait que souligner l'hypocrisie des campagnes pour la laïcité du Ministère de l'Éducation qui stigmatise essentiellement les musulmans, ou considérés comme tels.

La réorientation libérale et les politiques d'économies ont ruiné le système éducatif public. Lui redonner les moyens de la réussite et de l'émancipation de toutes et tous nécessite la mobilisation de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse pour la soustraire à l'emprise du privé, à la logique de la rentabilité financière, du parasitisme des classes dominantes, de la domination du capital.

Caporalisation de l'école et militarisation, une brutale offensive contre la jeunesse

L'offensive des classes possédantes contre l'école publique s'accompagne d'un renforcement de l'autoritarisme et de nouvelles mesures du gouvernement de mise au pas et d'embrigadement idéologique de la jeunesse.

En généralisant le Service National Universel (SNU) et l'uniforme à l'école, Macron voudrait la soumettre à son plan de « *réarmement moral et civique* », la militariser, l'enrôler derrière les valeurs patriotiques, la préparer à ses objectifs bellicistes et de guerre.

Les restrictions budgétaires qui vont s'appliquer aux postes, à la création d'emplois, aux moyens matériels ne s'appliqueront pas au SNU dont la généralisation est estimée à 1,75 milliard dès 2026, ni à l'uniforme pour les 12 millions d'élèves qui coûtera 1 milliard d'euros.

Ni chair à patrons, ni chair à canons, ces budgets comme tous les budgets de guerre doivent aller aux besoins collectifs.

La lutte pour les salaires des travailleur-es de l'éducation et de tou-te-s les salarié-es contestent la logique du système

Comme pour tous les salariés du public et du privé, les salaires des travailleur-es titulaires de l'Education, après avoir été bloqués pendant des années, n'ont bénéficié que d'une maigre revalorisation de + 3,5 % du point d'indice en 2023, très en deçà des pertes et de l'inflation qui a encore plus rogné le pouvoir d'achat des précaires, AESH et AED, pour la plupart à temps partiels imposés. Alors que les prix continuent d'augmenter, le ministre de la fonction publique Guérini a déclaré que « *les mesures actées depuis 18 mois couvrent 2024* », un « *gros impact budgétaire* », et n'envisage « *pas de nouvelles mesures générales à ce stade* ». Le gouvernement donnera des primes conditionnées au « travailler plus pour gagner plus » en multipliant les « pactes », la rémunération individuelle au mérite, pour celles et ceux qui adhéreront à ses réformes.

L'offensive généralisée contre le coût du travail a conduit à la dégradation des salaires et à la prolétarianisation des profs. En 1980, l'embauche d'un prof certifié était à 2,05 fois le smic pour 1,19 fois en 2018. L'Etat, qui n'arrive plus à recruter embauche de plus en plus d'enseignants contractuels sous-payés, mal formés, et a imposé un fonctionnement du système dans lequel la précarité explose et où dominent les bas salaires.

La lutte des travailleurs de l'éducation pour leurs salaires rejoint celle de toute la Fonction publique et des salarié-es du privé. Elle répond à la même offensive globale des classes dominantes pour baisser le coût du travail et conteste la logique d'un système qui sacrifie les intérêts et les besoins collectifs sur l'autel des profits et des dividendes. La question des salaires, d'un revenu qui permette de vivre nécessite une lutte d'ensemble, globale, politique du monde du travail pour renverser la logique mortifère des marchés et de la concurrence, imposer que l'ensemble des richesses produites revienne au plus grand nombre.

S'organiser, se rassembler pour préparer le 19 mars et ses suites

Le 19 mars, l'intersyndicale Fonction publique (CGT-CFDT-FO-FSU-Solidaires-CGC-FA-UNSA) appelle à une journée de grève pour les salaires, qui ne sera qu'une nouvelle journée syndicale sans lendemain si les travailleur-es ne s'emparent pas eux-mêmes de la question, en se rassemblant et en s'organisant pour en faire un succès et une étape de la lutte nécessaire pour une augmentation générale des salaires, des revenus sociaux, des retraites.

Cette journée peut marquer le début d'un élargissement, voire d'une généralisation de la mobilisation des travailleur-es de l'Education pour leurs salaires et leurs conditions de travail, des postes, des embauches, le retrait du choc des savoirs et la restitution des 700 millions d'économies sur le budget, en s'appuyant sur celles et ceux qui ont commencé dans le 93 et en Ile de France, en se rassemblant dans des AGs démocratiques, tous personnels confondus du premier et du second degré, dans les collectifs et les équipes syndicales, en lien avec les parents et les élèves.

La journée du 19 mars peut être une nouvelle journée de colère, qui donne confiance, encourage à entrer dans la lutte, à s'adresser à l'ensemble des salarié-es de la Fonction publique et du privé à commencer par les parents d'élèves, salariés eux-aussi, attaqués de la même façon par le gouvernement et le patronat. La lutte des travailleur-es de l'éducation peut devenir le moteur pour une lutte d'ensemble, pour préparer l'affrontement du monde du travail et la jeunesse contre l'offensive des classes dominantes et de leur Etat.

Christine Héraud et Nadia Asnoun